

**« Global Overview 2015 »  
Vue d'ensemble des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les conflits et la violence**

**Document strictement confidentiel jusqu'au 6 mai 2015, 10h30 HAEC**

**Nouveau nombre record de personnes déplacées internes (PDI)**

À la fin de 2014, 38 millions de personnes à travers le monde vivaient encore en situation de déplacement à l'intérieur de leur propre pays, après avoir été contraintes de fuir leurs foyers en raison des conflits armés et de la violence généralisée.

Onze millions de personnes ont été déplacées durant l'année, l'équivalent de 30 000 individus obligés de fuir par jour.

Jamais au cours des dix dernières années, l'iDMC n'a enregistré un tel nombre de personnes nouvellement déplacées en une seule année.

*Toutes les données et analyses présentées sont tirées des informations rassemblées par l'iDMC entre janvier et décembre 2014.*

**Principales vagues de déplacement en 2014**

- L'augmentation du nombre de personnes nouvellement déplacées depuis l'année dernière résulte essentiellement des crises prolongées affectant l'Irak, le Soudan du Sud, la Syrie, la République démocratique du Congo (RDC) et le Nigeria. Ces cinq pays totalisent à eux seuls 60 % des nouveaux déplacements enregistrés à l'échelle mondiale.
- L'Irak a payé le plus lourd tribut en termes de nouveaux déplacements avec au moins 2,2 millions de personnes ayant dû fuir les zones tombées aux mains de Daesh, l'Etat islamique en Irak et au Levant.
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 3,8 millions de personnes ont été déplacées en 2014. Le nombre total de PDI s'élevait à 11,9 millions, 90 % d'entre elles vivant en Irak et en Syrie.
- La guerre civile sans issue qui déchire la Syrie a forcé au moins 1,1 million de personnes à fuir leurs foyers. Avec 7,6 millions de personnes déplacées, soit plus de 35 % de sa population, la Syrie est le pays comptant le plus grand nombre de PDI au monde.
- Les violents combats qui ont éclaté au Soudan du Sud ont déplacé au moins 1,3 million de personnes, en particulier dans les Etats du Jonglei, du Haut-Nil, des Lacs et d'Unité. Plus de 11 % de la population du pays a été déplacée durant l'année.
- En RDC, une vague de massacres, comme celle qui a frappé Beni, dans la province du Nord-Kivu, ainsi que la violence et les conflits de faible intensité qui ont agité l'Est du pays ont fait au moins un million de nouveaux déplacés.

- La campagne de terreur menée par Boko Haram pour instaurer un Etat islamique indépendant dans le Nord-Est du Nigeria a également provoqué de nouveaux mouvements massifs de population. Le groupe armé, dont l'essor et la progression au Nigeria puisent leurs sources dans la pauvreté, les inégalités croissantes et la frustration sociale, est responsable de plus de trois quarts des déplacements, dont le total s'élève à au moins 975 300.
- L'Ukraine est le seul pays à avoir été le théâtre de conflits à l'origine de nouveaux déplacements en Europe, dans le Caucase et en Asie centrale. L'annexion par la Russie de la Crimée et l'intensification des combats opposant l'armée ukrainienne et les forces séparatistes dans l'Est du pays ont forcé au moins 646 500 personnes à fuir leurs foyers, portant le nombre total de PDI disséminées dans treize pays de la région à près de 2,9 millions, contre 2,2 millions en 2013.

### Amériques

Nouveaux déplacements : au moins 436 500

Déplacements cumulés : au moins 7 millions

- Dans cette région, les déplacements ont augmenté de 12 % par rapport à 2013. Le Mexique et le Pérou comptaient au moins 281 400 et 150 000 PDI respectivement, et le Salvador, le Guatemala et le Honduras réunis en abritaient 566 700, la plupart ayant dû fuir le crime organisé et la violence des gangs.
- La violence criminelle, liée essentiellement au trafic de drogue et à l'activité des bandes organisées, constitue le principal facteur de déplacement au Mexique et dans le triangle nord de l'Amérique centrale.
- Au Salvador, 288 900 personnes ont fui les menaces et les violences criminelles.
- Fin 2014, la Colombie comptait 6 044 200 PDI, soit 12 % de sa population totale. Plus de 63 % d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté et 33 % dans des conditions d'extrême pauvreté.
- Les cas d'expropriation forcée ont été particulièrement fréquents en Colombie, au Mexique et au Guatemala, en lien avec les activités (légales comme illégales) d'extraction des ressources, dont l'exploitation forestière, la culture de la coca, du pavot à opium et du cannabis ainsi que de l'huile de palme et de produits agricoles pour la production de biocarburants.

### Afrique de l'Est

Nouveaux déplacements : jusqu'à 446 250

Déplacements cumulés : jusqu'à 1,9 million

- Les PDI sont dispersées aux quatre coins de l'Erythrée, de l'Ethiopie, du Kenya, de la Somalie, de l'Ouganda et du Zimbabwe.
- Avec 1,1 million de PDI, la Somalie compte la plus importante population de déplacés de la région, suivie de l'Ethiopie et du Kenya, qui abritent respectivement 397 200 et 309 200 PDI.
- Au Kenya, plus de 220 000 personnes ont dû quitter leurs foyers en 2014, contre 55 000 en 2013, essentiellement pour fuir les violences intercommunautaires.
- La violence intercommunautaire, qui a provoqué le départ de 137 100 personnes, a également été le principal facteur de déplacement interne en Ethiopie l'année dernière.
- L'insécurité alimentaire reste un problème majeur en Afrique orientale, en particulier pour les PDI. Les déplacés somaliens présentent les taux de malnutrition aiguë sévère les plus élevés du pays. A Mogadiscio, le taux de mortalité des enfants déplacés de moins de 5 ans est six fois supérieur à la moyenne.

## Afrique centrale

Nouveaux déplacements : au moins 3 millions

Déplacements cumulés : au moins 7,9 millions

- Cette région du monde, confrontée à des situations de déplacement parmi les plus prolongées et complexes du continent, a vu sa population de PDI augmenter de 15 % par rapport à 2013. Les pays et territoires concernés – le Burundi, la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la RDC, le Soudan du Sud, le Soudan et la région contestée d'Abiyé – ont représenté 70 % de la totalité des déplacements en Afrique subsaharienne.
- Non seulement la RCA, la RDC, le Soudan du Sud et le Soudan abritent les plus importantes populations de déplacés de la région, mais ces pays font également partie des cinq Etats les plus fragiles au monde, selon le classement du Fund for Peace.
- La plupart des nouveaux mouvements de population ont eu lieu au Soudan du Sud, où la situation sécuritaire, les violents combats et la famine ont provoqué le déplacement de plus de 1,3 million de personnes dans l'ensemble du pays.
- Au Soudan, 457 500 personnes ont dû fuir leurs foyers dans la région du Darfour, le Nord et le Sud de cet Etat comptabilisant les deux tiers des nouveaux déplacements.
- En RDC, des épisodes de violence, tels les massacres perpétrés à Beni, au Nord-Kivu, ont déplacé plus d'un million de civils.
- Compte tenu des immenses besoins des PDI et de leurs communautés d'accueil, les interventions internationales d'assistance humanitaire et d'aide au développement souffrent d'un sous-financement chronique dans ces six pays.
- Parmi les autres facteurs de déplacement dans la région, on peut citer : la crainte des civils d'être pris dans les combats opposant des groupes armés, les violences ciblées visant à chasser les populations de leurs terres, les guerres civiles, la violence intercommunautaire, l'exploitation des tensions religieuses et ethniques, les conflits pour le contrôle de la terre et des ressources naturelles, la quête du pouvoir économique et politique et le débordement de conflits dans les pays voisins.

## Afrique de l'Ouest

Nouveaux déplacements : au moins 1 million

Déplacements cumulés : au moins 1,5 million

- Avec au moins un million de PDI, le Nigeria compte la plus importante population de déplacés, devant la Côte d'Ivoire, qui en abrite un peu plus de 300 000, et le Mali (61 000 au minimum).
- Le Nigeria a été le pays le plus touché par les nouveaux déplacements en 2014. Au moins 975 300 personnes ont été obligées de fuir face à la recrudescence des violentes attaques menées par le groupe islamiste armé Boko Haram.
- IDMC a commencé à suivre les mouvements de déplacement interne au Cameroun pour la première fois suite aux raids transfrontaliers menés par Boko Haram, qui ont forcé au moins 40 000 personnes à quitter leurs foyers.
- L'insécurité qui continue de régner dans le Nord du Nigeria, au Mali et en Côte d'Ivoire empêche le retour sécurisé et durable d'un grand nombre de PDI. Les personnes rentrées chez elles se retrouvent souvent exposées au risque d'un nouveau déplacement ou privées des services de base nécessaires à leur réintégration.
- Dans l'ensemble de la région, les déplacements ont été causés par la violence extrémiste, la lutte pour le pouvoir politique, les différends relatifs aux ressources naturelles et les conflits intercommunautaires, souvent d'ordre foncier.

### **Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Nouveaux déplacements : au moins 3,8 millions

Déplacements cumulés : au moins 11,9 millions

- Le nombre de PDI recensées dans la région a atteint un nouveau record pour la troisième année consécutive. Près de 10 500 personnes ont été déplacées par jour.
- Ces quatre dernières années, plus de 7,8 millions de personnes ont dû fuir leurs foyers, venant grossir les rangs des 4,1 millions de PDI vivant déjà en situation de déplacement prolongé.
- En 2014, les mouvements de population observés dans la région représentaient 31 % des déplacements à l'échelle mondiale, alors qu'entre 2001 et 2011 la proportion des personnes déplacées variait entre 7 et 14 %.
- L'Irak a payé le plus lourd tribut en termes de nouveaux déplacements avec au moins 2,2 millions de personnes ayant dû fuir les zones tombées aux mains de Daesh, l'Etat islamique en Irak et au Levant. Le pays comptait au moins 3,3 millions de PDI à la fin de l'année.
- Au moins 7,6 millions de déplacés étaient recensés en Syrie fin 2014. Ce chiffre, le plus élevé de la région, est près de dix-huit fois supérieur à celui des quatre années précédentes.
- Pour les centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie, le retour n'est pas envisageable, étant donné que 1,2 million d'habitations, soit 30 % du parc immobilier du pays enregistré lors du recensement de 2014, auraient été endommagées ou détruites.
- Au Yémen et en Libye, les déplacements se sont multipliés face à la forte instabilité politique causée par la reprise des insurrections. En Libye, au moins 400 000 personnes ont dû fuir leurs foyers, plus de six fois le nombre de ceux déplacés en 2013. Au Yémen, 100 000 personnes ont été déplacées par la reprise du conflit, portant à 334 100 le nombre total de PDI recensées dans le pays fin 2014.
- Dans la Palestine occupée, les pratiques et les politiques discriminatoires menées par Israël ont provoqué des milliers de déplacements : le nombre de PDI a ainsi atteint la barre des 275 000.
- La brusque augmentation du nombre de PDI en Irak et en Syrie reflète non seulement l'échec des autorités nationales à prévenir les déplacements et à protéger les populations en fuite, mais également le rôle joué par ces gouvernements dans l'exploitation et le déclenchement des conflits à des fins politiques ou économiques.

### **Europe, Caucase et Asie centrale**

Nouveaux déplacements : au moins 646 500

Déplacements cumulés : au moins 2,8 millions

- Les chiffres cumulés représentent le nombre de personnes déplacées dans les Balkans, dans le Caucase, en Asie centrale, à Chypre, en Turquie et en Ukraine fin 2014.
- Dans cette région, certaines PDI ont été déplacées à plusieurs reprises, devant interrompre leur recherche de solutions durables.
- L'Ukraine a enregistré l'essentiel des nouveaux déplacements. L'annexion par la Russie de la Crimée en mars et les combats opposant l'armée ukrainienne et les forces séparatistes dans l'Est du pays avaient fait au moins 646 500 déplacés fin 2014.
- Faute de solution politique à ces conflits, les déplacements ne cessent de se prolonger dans la région.

### **Asie du Sud**

Nouveaux déplacements : au moins 1,4 million

Déplacements cumulés : au moins 4,1 millions

- Par rapport à 2013, 1,8 million de PDI supplémentaires ont été recensées dans la région, la totalité se trouvant en Afghanistan, en Inde et au Pakistan.
- Au Pakistan, face à l'intensification des insurrections et des opérations anti-insurrectionnelles, le nombre de déplacés est passé de 746 700 à 1,9 million, chiffre qui représente 46 % de la population déplacée de la région.
- En Afghanistan, 805 400 PDI ont été dénombrées en 2014, contre au moins 631 000 en 2013.
- En Inde, le nombre de déplacés est passé d'au moins 526 000 à au moins 853 900, sous l'effet des violences intercommunautaires et des actes perpétrés par les groupes armés non étatiques.
- Dans la région, les déplacements sont causés par les conflits armés et la violence généralisée, comme les affrontements entre communautés et les litiges fonciers. Les membres de minorités sont souvent victimes de discrimination au cours de leur déplacement.

### **Asie du Sud-Est**

Nouveaux déplacements : au moins 134 086

Déplacements cumulés : au moins 854 900

- Le nombre total de déplacés, qui s'élevait à 887 000 en 2013, a diminué de 4 % en 2014, évolution qui reflète la tendance générale à la baisse observée dans la région.
- Par rapport à 2013, le nombre de déplacements a baissé de 65 %, en raison de la diminution de l'intensité et de la fréquence des épisodes de violence, notamment au Myanmar et aux Philippines.
- Près de 95 % des PDI de la région sont concentrées dans trois pays : au Myanmar (645 300), en Indonésie (84 000) et aux Philippines (77 700).
- Environ 35 000 et 7500 personnes sont respectivement déplacées en Thaïlande et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- En Asie du Sud-Est, la majorité des PDI vivent en situation de déplacement prolongé, certaines depuis plus de 15 ans. Seul un petit nombre a pu rentrer, s'intégrer localement ou s'installer ailleurs en 2014.

### **Le déplacement interne dans un monde en évolution**

Les inégalités ne cessent de se creuser, engendrant d'énormes disparités en termes de richesse, d'éducation et de développement humain. Cette situation débouche sur une marginalisation de certaines régions géographiques, en général des zones éloignées des capitales politiques et économiques, et sur l'émergence de couches sociales anciennement réprimées en quête d'une plus grande indépendance et de davantage de pouvoir.

La montée des inégalités et des frustrations sociales forme un terreau propice à l'éclosion, au développement et à la prolifération de groupes armés non étatiques – de l'Etat islamique au Moyen-Orient à Boko Haram en Afrique de l'Ouest, en passant par Al-Shabaab, dans la corne de l'Afrique – responsables de déplacements massifs de populations à travers le monde.

Les conflits armés contemporains exposent les civils à des dangers sans précédent, liés à la prolifération des armes, au non-respect par les belligérants des règles du droit international humanitaire et à la nature de plus en plus asymétrique des conflits.

De plus, la population mondiale devrait atteindre les 9,6 milliards d'habitants d'ici 2050. Cette croissance démographique, conjuguée à la montée des inégalités, à la sous-représentation démocratique et aux rivalités pour l'accès à la terre et aux ressources, débouche sur une marginalisation des minorités religieuses, ethniques et tribales, qui forment une part significative des populations déplacées dans de nombreux pays suivis par l'IDMC.

Les pays confrontés à de nouveaux déplacements en 2014 sont parmi les plus vulnérables sur le plan économique et les moins à même de surmonter des situations de crise. Face à ces mouvements de population, il est peu probable que les Etats moins développés disposent des ressources et des capacités suffisantes pour répondre aux besoins à court terme des PDI et, a fortiori, pour investir dans la recherche de solutions durables.

Un conflit touchant un Etat peut avoir des répercussions au niveau régional, se propageant par « effet domino » aux pays voisins. Ce phénomène a pu être observé au Moyen-Orient depuis 2011 et, plus récemment, au Nigeria, où le conflit national a franchi les frontières, causant des déplacements internes au Cameroun et au Niger en 2014.

A mesure que les populations déplacées se dispersent dans des zones plus difficiles d'accès pour les acteurs humanitaires, la tâche de leur assistance retombe de plus en plus sur les communautés d'accueil. Si cette situation peut être gérable à court terme, au fil du temps, les PDI risquent d'abuser de l'hospitalité de leurs hôtes, mettant à rude épreuve les ressources déjà limitées de ces derniers.

### **Déplacements prolongés**

En 2014, 90 % des personnes déplacées dans les 60 pays et territoires suivis par l'IDMC vivaient en situation de déplacement depuis dix ans ou plus. Plus de 80 % des PDI contraintes de fuir à nouveau en 2014 cherchaient à échapper à de nouveaux conflits ou à la violence généralisée régnant dans leurs lieux de refuge, notamment en RCA, en RDC, en Irak, en Libye, au Myanmar, en Somalie, en Syrie et au Yémen.

La majorité des déplacements prolongés résultent de l'incapacité des autorités à pérenniser le retour, l'intégration locale ou l'établissement des PDI dans une autre partie du pays. Dans un cas sur cinq, la mauvaise gestion des affaires publiques due à l'absence de l'Etat (en RCA, au Soudan du Sud, en Irak et en Afghanistan, par exemple) joue également un rôle majeur dans cette situation.

Il conviendrait de s'intéresser au lien existant entre déplacements prolongés et crises politiques et de faire la distinction entre l'incapacité des gouvernements à résoudre ce problème et leur manque de volonté en la matière.

Les situations de déplacement peuvent également se prolonger sous l'effet de la politisation excessive et délibérée de cet enjeu par les gouvernements ou de leur refus de participer à la résolution officielle de la crise. La réticence des autorités nationales à apporter des solutions s'inscrit souvent dans la logique qui est à l'origine même des déplacements de population.

Les déplacements à répétition ne font que compliquer et aggraver la situation, les besoins et la vulnérabilité des PDI. Nombre de déplacés de longue durée considèrent qu'avec le temps, l'attention de la communauté internationale se détourne d'eux et ils se sentent délaissés par les donateurs, les médias et les acteurs régionaux et internationaux.

Les crises révèlent souvent au grand jour les problèmes structurels sous-jacents rencontrés par les pays affectés, en particulier lorsque les déplacements qui en découlent se prolongent dans le temps,

alimentant un cercle vicieux qui plonge les Etats et leurs citoyens dans une spirale de vulnérabilité sans fin.

La notion même de déplacement prolongé est la preuve que les stratégies sur les solutions durables ont, dans une large mesure, échoué.

### **Problèmes méthodologiques concernant la collecte de données**

Cette année, l'IDMC a assuré le suivi des déplacements internes dans 60 pays et territoires. Certains changements de méthodologie de nos sources nous ont conduit à réviser de façon significative nos estimations pour 2014. En Côte d'Ivoire, où un exercice de profilage a été mené, nos estimations ont été multipliées par quatre. Au Nigeria, le renforcement des capacités nationales de collecte de données, soutenu par l'aide internationale, nous a amené à réduire de 70 % les chiffres de déplacement cumulés.

Les différences dans la façon de comptabiliser les PDI d'un pays à l'autre influent fortement sur les calculs. Ainsi, en Colombie, pays abritant la deuxième population la plus importante de déplacés au monde, les PDI sont inscrites dans un registre officiel. Les personnes ayant pu remédier durablement à leur situation ou les individus morts en déplacement ne sont jamais rayés des registres, venant gonfler les chiffres.

Par ailleurs, la collecte d'informations est en général axée sur les PDI vivant dans des camps, des campements et des centres collectifs, qui ne représentent qu'une part infime de la population déplacée. De plus en plus de PDI trouvent en effet refuge en milieu urbain, où elles se fondent dans la masse des quartiers pauvres. Compte tenu de ces différents facteurs, il est probable que, dans l'ensemble, le présent rapport sous-estime la véritable ampleur des déplacements.

### **TEMOIGNAGES DES PDI :**

"Le message était très clair : partez sur le champ ou vous serez tués". Abo Hassan, paysan chiite originaire du village sunnite d'Al-Zaidan, en Irak

"Nous avons été déplacés pour la première fois en 1993, suite à des combats entre groupes armés ... Ca a été une période très difficile : nous devions nous cacher dans la brousse." Itunda, Kitchanga, Nord-Kivu, RDC

"La guerre a fait irruption dans nos villes et dans nos vies, chamboulant tout sur son passage." Luda Zdorovetz, 26 ans, Dzerzhinsk, oblast de Donetsk ; Anton Leonenko, 27 ans, Makiivka, oblast de Donetsk, Ukraine

"On ne sait pas ce qui nous attend, et ça rend les choses encore plus difficiles." Luda Zdorovetz, 26 ans, Dzerzhinsk, oblast de Donetsk ; Anton Leonenko, 27 ans, Makiivka, oblast de Donetsk, Ukraine

"On vit dans ce centre de soins depuis près de quatre ans, sous des tentes cassées et sans l'aide de personne." Pikas Kapi, centre de soins de Bulolo, Bulolo, province de Morobe, Papouasie-Nouvelle-Guinée

"Le gouvernement se fiche pas mal de nous et préférerait qu'on s'en aille d'ici, mais c'est chez nous." Pikas Kapi, centre de soins de Bulolo, Bulolo, province de Morobe, Papouasie-Nouvelle-Guinée

“On enterre tellement de bébés morts de froid. Peut-être une vingtaine chaque hiver ... Je ne sais plus, j'ai arrêté de compter. “

Wali Khan, site spontané de Karte Naw, Kaboul : NRC Afghanistan